

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-ALBA-donne-le-ton-y-compris-au-niveau-mondial-et-l-Empire-tonne>

Latinoamérica et les Etats-Unis se disputent
l'hégémonie

L'ALBA donne le ton, y compris au niveau mondial, et l'Empire tonne

- Fil rouge -

Date de mise en ligne : lundi 12 avril 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Alternative [Alliance] Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique (ALBA) est devenue, du fait des gouvernements des États-membres qui la composent comme du haut niveau de conscience sociale de leurs populations, un véritable cauchemar pour les États-Unis, dont le pouvoir impérial est chaque jour davantage remis en cause dans cette partie du monde.

Bien que l'Empire ne soit pas en train de s'écrouler, le malaise de la Maison Blanche se fait de plus en plus criant. Le 11 décembre 2009, dans un rapport sur la situation politique de l'Amérique latine, la Secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Clinton, se chargea d'attiser le feu en alertant ouvertement la Bolivie et le Venezuela, des relations diplomatiques qu'ils entretiennent avec le régime et le gouvernement iraniens.

« Si d'aucuns veulent flirter avec l'Iran, ils devraient en mesurer les conséquences ; nous espérons qu'ils y réfléchiront à deux fois », tels furent les mots prononcés par la Premier Ministre états-unienne, qui, ne dissimulant pas son statut, s'affiche devant le monde comme une autorité impériale de ligne dure.

Mais loin d'être proactive, l'attitude des États-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine apparaît jour après jour comme une réaction face à la constante émergence latino-américaniste promue par l'ALBA, et plus particulièrement, vis-à-vis des processus révolutionnaires de Cuba, du Venezuela, de la Bolivie, de l'Équateur et du Nicaragua. C'est pourquoi les paroles de Clinton sont interprétées comme une sorte d'exhortation au retour, dans de nouvelles conditions, à la politique du président Lyndon Johnson qui avait proclamé ouvertement en 1964 : « les États-Unis préfèrent compter avec des alliés sûrs plutôt que sur des voisins démocratiques ».

Avec la mise en oeuvre de la doctrine Johnson « qui impliquait en même temps une ré-adéquation des politiques « du garrot », « de bon voisinage », « de la diplomatie des missionnaires » et « la doctrine Truman » » on a déclenché en Amérique Latine une série de coups d'état militaires qui, parmi de rares printemps démocratiques, ont instauré de sanglantes dictatures jusqu'au milieu des années 80. Au Nicaragua il y a eu « la dynastie des Somozas » jusqu'à la victoire de la révolution sandiniste en 1979. En Bolivie, il y a eu Barrientos « qui autorisa l'entrée des marines pour combattre la guérilla du Che en 1967 » puis Banzer « qui, sous la devise « Paix, Ordre et Travail », poursuivit, réprima, assassina et exila des milliers d'hommes et de femmes entre 1971 et 1978 » ainsi que García Meza, qui en 1980 instaura un régime nettement narco-délicieux. Au Chili il y a eu Pinochet, promoteur de l'internationale « Opération Condor », jusqu'en 1989, une année à peine après qu'un référendum ait dit « Non » à sa permanence au pouvoir.

Pour les présidents des pays membres de l'ALBA, le sens des avertissements de Clinton est sans équivoque. Le coup d'état au Honduras contre le président Manuel Zelaya et le soutien, tantôt affiché, tantôt voilé, au gouvernement de facto de Roberto Micheletti, a renforcé leur profonde méfiance envers les États-Unis. Celle-ci s'est traduite dans le discours politique des gouvernements de gauche en Amérique Latine à un point tel que le 17 décembre 2009, à Copenhague, le président bolivien a catégoriquement affirmé : « Obama est pire que Bush, seule la couleur du président des États-Unis a changé ». La réalité est plus tenace que les bonnes intentions.

Indiquant la marche à suivre

En regard de la situation en Amérique Latine pendant ces cinq dernières années au moins, la gêne et l'inquiétude impériales peuvent s'expliquer. L'ALBA « en tant que projet d'intégration et d'unité latino-américaine » s'est développé à un rythme soutenu et ses résultats ont même surpris beaucoup d'experts internationaux qui avaient

accueilli sa création avec sympathie.

Promue par Fidel Castro et Hugo Chávez en décembre 2004 à La Havane, l'ALBA semblait être une dénomination trop grandiloquente pour un projet d'intégration débutant par la consolidation des relations diplomatiques entre deux pays, dans une situation politique relativement stable en Amérique latine, à l'exception de la Bolivie et de l'Équateur, pays où les rebellions indigènes et populaires tenaient en échec les anciens blocs au pouvoir, lesquels tentèrent de se régénérer par le remplacement des présidents.

Mais cette tendance affirmée donnerait raison à la puissance du jugement et à l'assurance de Fidel Castro qui jusqu'à nos jours n'avait jamais été aussi présent, aussi plein de vie et d'espérance ainsi qu'à Chávez investi par l'Histoire du rôle d'avant-garde politique. L'indien Evo Morales remporta les élections de décembre 2005 avec un pourcentage de votes jamais enregistré auparavant par la démocratie bolivienne (54%). Puis le 6 décembre dernier, il fut réélu avec 64%, dépassant ainsi son propre record.

Mais Fidel, Chávez et Evo étaient loin d'être les seuls « trois mousquetaires » défiant de leurs sabres la technicité avancée - politique et militaire - de l'Empire. Il n'en est rien. Entre 2006 et fin 2009, ils ont été rejoints par Rafael Correa de l'Équateur et Daniel Ortega du Nicaragua, qui suivent la voie des profondes révolutions du XXIe, ainsi que par d'autres pays de la Caraïbe.

Entre décembre 2004 et décembre 2009, les résultats ont sensiblement dépassé ceux des périodes dites du « vieux » et du « neuf » régionalismes, au cours desquelles, ni les États qui étaient aux commandes dans le premier cas ni les transnationales et l'économie de marché dans le second n'ont apporté aux peuples les bénéfices sensés leur revenir au travers des politiques sociales, et les États n'ont pas atteint un haut niveau d'autonomie financière et économique vis-à-vis des États-Unis. Des millions de personnes ont bénéficié des soins de santé, des milliers d'autres ont récupéré la vision avec l'« Opération Miracle ». L'analphabétisme fut éliminé au Venezuela, en Bolivie, au Nicaragua et en Équateur

En complément de ces politiques sociales, des millions de dollars ont été consacrés au soutien de petits et même de grands producteurs ; l'échange commercial bien qu'entravé par des obstacles bureaucratiques avance progressivement. En 2010, la complémentarité des économies et des vocations productives, développées à travers les « entreprises grand-nationales », se profile comme l'une des conquêtes majeures, ce à quoi il faudrait ajouter le lancement du « Sucre », une monnaie virtuelle pour les échanges commerciaux.

Cependant, ce n'est pas le nombre de membres de l'ALBA qui trouble les États-Unis. L'inquiétude de l'Empire grandit car en Amérique latine l'influence de Cuba, du Venezuela, de la Bolivie, de l'Équateur et du Nicaragua, est indiscutable. Sans forcer l'adhésion d'autres pays à ce projet alternatif d'intégration et d'unité latino-américaine, les gouvernements des pays de l'ALBA ont avancé dans le renforcement des relations Sud-Sud, aussi bien dans la région qu'au-delà de ses frontières.

Le changement d'orientation du Mercosur malgré le blocage de la droite à l'adhésion du Venezuela, l'influence croissante de l'UNASUR ainsi que les relations avec les pays d'Asie et d'Afrique, sont de bon augure et ont effacé en peu de temps de l'agenda internationale le modèle d'intégration que les États-Unis promouvaient avec l'ALCA [Zone de Libre Échange des Amériques] projet battu en brèche à Mar del Plata [Argentine] en 2004 et les Traités de Libre Échange.

Il faut ajouter à tout cela trois grands sommets internationaux au cours desquels les États-Unis furent contraints au silence. Premièrement, lors du Ve Sommet des Amériques, à Trinité-et-Tobago du 17 au 19 avril 2009 où Barack Obama, malgré son sourire et ses accolades aux autres présidents, s'est vu dans l'obligation d'accepter, de la part

de Chávez, l'oeuvre de Eduardo Galeano, Les veines ouvertes de l'Amérique latine, et ce, quelques minutes après avoir déclaré qu'il ne fallait pas rester les yeux rivés sur le passé mais regarder vers l'avenir ; il a été obligé de constater au vu de données précises contrastant avec les préjugés causés par les traités de libre échange, combien l'ALBA était réellement bénéfique ; il lui a même fallu reconnaître le rôle décisif des médecins cubains mais surtout, entendre la demande unanime de la levée de l'embargo qui frappe Cuba.

La deuxième occasion fut celle de l'Assemblée Générale de l'OEA, au Honduras à peu de temps avant que Zelaya ne fût déchu par le coup d'État militaire dans laquelle on abolit la résolution qui excluait Cuba de cet organisme supranational, qui avait été désigné par un ministre cubain comme « le Ministère des Colonies des États-Unis ». Le souvenir d'une Clinton quittant rapidement Tégucigalpa et d'un Tomas Shannon levant sa main droite et serrant les dents de rage pour appuyer la résolution, est encore vif.

Or, à l'instar de la *cueca* danse typique bolivienne il n'y a pas de deuxième temps sans un troisième. Le 28 octobre 2009, à l'assemblée générale des Nations Unies, les États-Unis ont subi la plus cuisante défaite face à Cuba. Des 192 pays membres de l'ONU, seul trois d'entre eux les États-Unis, Israël et Palau ont voté contre [la réintégration de Cuba aux Nations Unies] et deux se sont abstenus, les Îles Marshall et Micronésie. Le président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de Cuba, Ricardo Alarcón, affirma qu'en fait le résultat du vote avait été de 187 contre 1, en raison de la relation charnelle qu'entretiennent les États-Unis avec Israël et à cause de la subordination coloniale à l'Empire des autres trois petits pays.

Mais comme si cela n'avait pas suffi, le leadership international de Morales et de Chávez, chacun fort de ses riches et spécifiques particularités, s'est affirmé dans le monde entier. Il n'est pas de pays sur la planète où une réunion multilatérale ou bilatérale ne rassemble des milliers de personnes mouvements sociaux et intellectuels venues écouter le Commandant misant sur le socialisme du XXI^e siècle et le leader indien souhaitant faire du paradigme du Bien Vivre associé au socialisme communautaire, une réalité.

Leurs interventions à Copenhague confirment ce qui a été dit précédemment. Morales et Chávez, malgré le stratagème mis en oeuvre pour essayer de vider la salle au moment de l'allocation de chacun de ces deux présidents latino-américains, ont ému et mobilisé par leurs paroles adressées aux hiérarques du monde. Le Bolivien a lancé le défi consistant à organiser un référendum mondial pour décider du futur de la planète et le Vénézuélien, fidèle au principe selon lequel un changement de système permettrait de modifier la donne climatique, a lancé un appel aux peuples du Nord pour qu'ils se joignent à la révolution du Sud en promouvant la révolution de toute l'Humanité sur la planète.

La contre-offensive impériale

Mais il serait naïf de croire que la voie de l'émancipation est enfin libre. Tel est l'avis de Fidel Castro, d'Evo Morales et d'Hugo Chávez. Le premier, dans sa réflexion numéro 99, attira l'attention sur le fait que « l'Empire est de nouveau passé à l'offensive ». Le deuxième, à propos des mises en garde de Clinton, prévint que dans le cas d'une attaque des États-Unis, la région se transformerait en un « deuxième Vietnam ». Le troisième affirma que l'Empire « est en train d'essayer de récupérer son arrière-cour ».

Les données réelles sont lourdes de sens et les déclarations orales ou écrites de ces présidents latino-américains, auxquels il faut ajouter celles d'autres chefs d'état, comme Ortega, Correa, Lula et Fernandez, sont bien loin de pouvoir être cataloguées comme sensationnalistes.

Au cours de la première administration de Bush, les États-Unis avaient négocié un traité, à présent ratifié par Obama, qui permet l'installation de sept nouvelles bases militaires états-uniennes en territoire colombien, lesquelles

s'ajoutent aux deux autres déjà existantes. Aussi la Maison Blanche a-t-elle obtenu l'accord de Panama pour y installer quatre bases militaires au cours des premiers mois de l'année 2010.

À cet élargissement du Plan Colombie â€” dont l'exécution menace d'autres pays â€” il faudrait ajouter l'Initiative Mérida ou Plan Mexique, négocié avec Vicente Fox [l'ancien président du Mexique] et ratifié par Calderón [l'actuel président], qui en train de militariser le territoire mexicain à un rythme plus soutenu que prévu.

Le président Chávez dépeint cette grave situation en déclarant, indigné : « On est en train d'encercler le Venezuela avec des bases militaires à Aruba, à Curaçao â€” deux protectorats du Royaume des Pays-Bas, contrôlés par le Pentagone â€” en Colombie et au Panama ».

Mais - ce qui n'est pas non plus une nouveauté - l'avancée militaire états-unienne en Amérique latine vise la reprise du contrôle total de la région ; des pays comme l'Équateur â€” dont la souveraineté a été violée [par la Colombie] en mars 2008 dans le but d'assassiner Raúl Reyes, le chef insurgent des FARC [Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie], et d'autres guérilleros â€”, la Bolivie â€” où l'on a tenté un coup civico-préfectoral en septembre de la même année â€” et le Nicaragua â€” où il est très probable que débute une campagne d'agression depuis le Honduras comme pendant les années 80 â€”, figurent au premier rang de la liste des ennemis que les États-Unis ont l'intention d'abattre. Les paroles de Clinton â€” qui en fait laissent transparaître « la politique de deux poids deux mesures » de l'Empire â€” en sont la preuve évidente. D'ailleurs, Obama y souscrit. Le Brésil, l'un des membres les plus solides de la création du Conseil de Défense [Sud-américain] de l'UNASUR, est également préoccupé.

Le coup d'État au Honduras contre le président Zelaya le 28 juin 2009 a constitué un point de rupture dans la stratégie états-unienne. Le renversement du président, au-delà de représenter le « châtiment » infligé à un homme politique conservateur qui avait osé s'écarter du droit chemin, constitue un signal d'avertissement à l'encontre des pays membres de l'ALBA.

Pourtant, il serait erroné de circonscrire la contre-offensive des États-Unis au domaine purement militaire. Au niveau politique, la stratégie impériale s'appuie sur le Mexique, la Colombie, le Pérou et le Honduras. Le Chili est à deux pas de les rejoindre. Le degré d'adhésion de ce pays aux plans de l'Empire dépendra uniquement des résultats de l'élection du 17 janvier 2010, lors du deuxième tour [de l'élection présidentielle].

À droite, Sebastián Piñera, avec 44% des votes, compte sur les conditions favorables pour achever deux décennies de gouvernement de la Concertation, qui a obtenu à peine 30% des votes avec le conservateur Eduardo Frei. À moins que le jeune politicien Marco Enriquez-Ominami, qui s'est placé en troisième position avec un étonnant score de 20%, ne revienne sur sa décision de ne pas soutenir la Concertation lors du deuxième tour, le triomphe de la droite pinochetiste serait assuré. Mais même si Frei renverse cette situation défavorable, il est peu probable que ce démocrate-chrétien continue sur la voie d'une plus grande autonomie du Chili vis-à-vis des États-Unis, développée par la présidente sortante Michelle Bachelet.

La stratégie du « siège » états-unien à l'encontre des processus révolutionnaires de l'Amérique latine dépendra également de ce qui arrivera lors des élections [présidentielles] de 2010 en Argentine et au Brésil.

En somme, les deux prochaines années seront cruciales pour déterminer l'orientation générale en Amérique latine et, surtout, le degré de cohésion et de résistance des processus en Bolivie, au Venezuela, en Équateur et au Nicaragua. La lutte entre les hégémonies latino-américaniste et impérialiste est désormais engagée.

Traduit par Marina Almeida, révisé par Julie Sentis

[La Época](#), le 20 décembre 2009

[El Correo](#). Paris, le 12 avril 2010.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

***Hugo Moldiz.** Comunicador social y abogado boliviano, máster en Relaciones Internacionales, docente universitario, es corresponsal de agencias internacionales de noticias.